



IAN TAYLOR

LA POLITIQUE SUD-AFRICAINE ET LE NEPAD

CONTRADICTIONS ET COMPROMIS

LE NOUVEAU PARTENARIAT POUR LE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE (NEPAD) EST UN PROJET CONÇU PAR L'AFRIQUE POUR PROMOUVOIR UN DÉVELOPPEMENT DURABLE. L'AFRIQUE DU SUD DE THABO MBEKI EN EST L'UN DES PRINCIPAUX PROMOTEURS. CEPENDANT, LE NEPAD – ET LES CHOIX SUD-AFRICAINS EN PARTICULIER – ÉCHOUENT SUR DEUX PLANS IMPORTANTS : LA GOUVERNANCE ET L'ÉCONOMIE. LA RETRAITE EN RASE CAMPAGNE SUR L'ÉVALUATION PAR LES PAIRS ET L'ATTITUDE DE MBEKI ENVERS LE ZIMBABWE TOUCHENT AU RIDICULE, TANDIS QUE LE NEPAD EST INCAPABLE DE METTRE EN AVANT UN PROGRAMME CONCRET SUR LA QUESTION DU POUVOIR ÉCONOMIQUE GLOBAL. DE PLUS, LE NEPAD EST MINÉ PAR LES POLITIQUES COMMERCIALES DÉCIDÉES PAR PRETORIA.

Le lancement à Abuja le 23 octobre 2001 du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (Nepad)¹, suivi en juin 2002 de l'adoption par l'Assemblée générale des Nations unies de ce projet comme cadre d'appui au développement en Afrique, est l'un des événements politiques les plus importants au tournant du millénaire. L'un des principaux promoteurs du Nepad est le président sud-africain Thabo Mbeki, qui en a fait une affaire quasiment personnelle. Dès la phase de préparation, il était congratulé en ces termes : « À la suite de ses récentes interventions, Mbeki est apparu au cours des derniers six mois [janvier-juin 2000] comme la voix la plus importante des pays en voie de développement dans l'économie mondiale². »

Cet article cherche à comprendre ce que représente réellement le Nepad, ce qu'a été l'action de ses principaux promoteurs – notamment l'Afrique du Sud –, et tente d'appréhender les enjeux et les débats générés par cette initiative à Pretoria depuis son lancement. Un certain nombre de difficultés apparues depuis sa lancée seront également discutées.

LES PROBLÈMES DE LA MISE EN ŒUVRE DU NEPAD

Thabo Mbeki a joué un rôle essentiel dans la conception et la promotion du Nepad et l'on peut dire que, sans l'Afrique du Sud, ce projet n'aurait sans doute jamais vu le jour. Président le Mouvement des non-alignés (MNA), l'Afrique du Sud a représenté cette organisation dans une série de négociations avec les membres du G-7, où elle a tenté de convaincre ces derniers de la nécessité d'améliorer les conditions d'insertion de l'Afrique dans l'économie mondiale³. La « déclaration pour le sommet UE-Afrique » prononcée par Pretoria au Caire en avril 2000 appelait déjà avec force à mettre un terme à la marginalisation économique du continent. Mbeki avait utilisé son temps de parole lors de la 54^e session de l'Assemblée générale des Nations unies en septembre 1999, et particulièrement son intervention comme président du MNA, pour développer l'idée de ce qu'il appelait « une société globale attentive ». Cet activisme allait de pair avec la « Renaissance africaine », déclinée alors sur tous les tons, qui, même si elle apparaissait dépourvue de véritable contenu, demeurait à la base de toute la politique étrangère post-apartheid, particulièrement depuis le départ de Nelson Mandela de la présidence⁴.

Mbeki (rejoint ensuite par d'autres élites africaines) pesait de plus en plus dans les discussions sur une réforme de la politique économique internationale. Olusegun Obasanjo, du Nigeria, et Abdelaziz Bouteflika, d'Algérie, assistèrent avec lui au sommet d'Okinawa en juillet 2000, et Mbeki fit une courte apparition au sommet de l'Union européenne au Portugal à la fin de l'année 2000. Ces dirigeants africains jouèrent un rôle significatif lors du sommet du Millenium aux Nations unies en septembre 2000, comme d'ailleurs à Davos durant l'hiver 2001 puis au sommet du G-8 à Gènes l'été de la même année. À cette époque, le XXI^e siècle semblait s'ouvrir par un effort conjoint des dirigeants africains les plus importants pour remettre le développement à l'ordre du jour du débat international, après la décennie de négligence et de marginalisation qui avait suivi la fin de la guerre froide. Tel était donc le contexte du lancement du Nepad.

1. Le texte est accessible sur le site <<http://www.dfa.gov.za/events/Nepad.pdf>>.

2. *Mail and Guardian*, 14-20 juillet 2000.

3. P. Bond, *Against Global Apartheid: South Africa Meets the World Bank, IMF and International Finance*, Le Cap, University of Cape Town Press, 2001.

4. I. Taylor et P. Williams, « South African foreign policy and the Great Lakes crisis: African renaissance meets *vagabondage politique* ? », *African Affairs*, 100 (399), avril 2001.



Le Nepad a quelques buts louables, même s'il a été critiqué – comme on le verra par la suite – pour son attitude plutôt a-critique envers la globalisation. Ce programme de renouveau, engagé par des Africains, cherche à promouvoir la croissance accélérée et le développement durable tout en luttant contre la pauvreté et la marginalisation du continent. Pour aller de l'avant, le Nepad a établi cinq groupes de travail : « paix et sécurité », présidé par l'Afrique du Sud avec l'Union africaine (AU) ; « gouvernance économique et d'entreprise », présidé par la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (ECA) ; « infrastructure », présidé par le Sénégal en partenariat avec la Banque africaine de développement (ADB) ; « agriculture et accès au marché », placé sous la responsabilité de l'AU, et « standards financiers et bancaires », dirigé par l'ADB avec le Nigeria (!).

La mise en œuvre du projet ne manque pas d'intérêt et souligne le contrôle de l'Afrique du Sud ainsi que les tensions qu'il a suscitées. Un comité de suivi des chefs d'État (HSIC), composé de quinze membres⁵, se rassemble tous les quatre mois. Il oriente un comité de pilotage qui se réunit mensuellement et est composé des cinq États fondateurs du Nepad (Algérie, Égypte, Nigeria, Sénégal et Afrique du Sud). Un secrétariat, placé sous la direction du Sud-Africain Wiseman Nkuhlu, a été installé à Pretoria. Une telle structuration ne va pas sans susciter quelques tensions en Afrique : le président intérimaire de l'AU, plusieurs ministres des Affaires étrangères et des membres du nouveau secrétariat de l'AU « critiquent l'Afrique du Sud et le Nigeria parce qu'ils dominent le processus du Nepad », demandent pourquoi l'AU a été lancée en Afrique du Sud et non à Addis-Abeba et prétendent que « l'AU n'est pas tenue informée des avancées du Nepad⁶ ».

Cela étant, l'intérêt du Nepad hors d'Afrique (ainsi que pour nombre de commentateurs africains) a porté pour l'essentiel sur la section « gouvernance politique et examen par les pairs (*peer review*) ». Nombre d'observateurs ont jugé que le Nepad, à l'inverse des projets de la défunte OUA, proposait quelque chose de qualitativement différent des précédentes « déclarations d'intention ». Pour la première fois, peut-être, des dirigeants africains s'engageaient à s'autocontrôler et à mettre au pas les autocrates corrompus : voilà « l'initiative la plus significative jamais défendue pour sortir le continent africain de la crise et entamer un renouveau », affirmait ainsi un commentateur⁷. L'idée, derrière cet examen par les pairs, était de s'arrimer au reste du monde sur la base de l'honnêteté et du respect mutuel, en reconnaissant l'universalité des notions de démocratie, de droits de l'homme ou de bonne gouvernance. Cependant, de tels principes furent rapidement à l'origine d'une controverse impliquant à la fois le Nepad et Thabo Mbeki. Si douze des quinze membres du HSIC signaient en novembre 2002 un accord pour évaluer leurs progrès en

termes de gouvernance, la manière dont ce texte fut conçu fit naître un profond scepticisme. D'abord, après une année d'existence, il n'existait toujours pas de consensus sur la constitution du panel indépendant d'économistes et d'hommes politiques nécessaire à cette tâche – et il semble que l'on soit encore loin de son établissement. Deuxièmement, l'imposition de sanctions ou de pressions contre les pays qui n'auraient pas respecté leurs engagements apparaissait hautement improbable. Pourtant, sans de telles mesures, ce mécanisme n'avait aucun sens. Il en résultait une grande confusion, certains dirigeants promettant de s'évaluer eux-mêmes volontairement. Du coup, déterminer si cette décision constituait une rupture ou non avec le passé devenait particulièrement difficile.

Le comportement de Thabo Mbeki avant la réunion d'Abuja doit être rapporté tant il suscita de confusion et de disputes. Mbeki prétendit que l'examen par les pairs ne concernait pas la gouvernance politique des États africains. Ce repli par rapport à des déclarations antérieures contraires survenait après une longue période où les promoteurs du Nepad (Mbeki et Obasanjo notamment) avaient invariablement refusé de critiquer la politique de Robert Mugabe et de son parti au Zimbabwe. Mbeki avait désespérément tenté de nier toute contradiction entre sa passivité dans la crise au Zimbabwe et le Nepad – un choix diamétralement opposé à celui de l'ensemble des observateurs. Comme l'ambassadeur du Japon en Afrique du Sud le remarquait⁸ : « L'essentiel est... comment les pays qui incarnent le mieux le Nepad, et donc une conscience africaine, vont réagir [aux abus en Afrique]. La communauté internationale y est très attentive. En ce sens, un test important pour le Nepad sera l'attitude des États qui s'y sont le plus impliqués par rapport à la crise zimbabwéenne. Le G-8 peut être troublé à cet égard. Tout en appréciant les efforts de médiation conduits par des États comme l'Afrique du Sud et le Nigeria pour réconcilier la Zanu-PF et le MDC par le dialogue politique, le G-8 est très mal à l'aise avec le rapport d'observation des élections présenté par la délégation sud-africaine, qui est très éloigné de la majorité des conclusions internationales. Nous approuvons l'examen par les pairs pour les pays africains et escomptons qu'il apportera des améliorations sur la gouvernance de chaque gouvernement. *La manière dont les pays les plus cruciaux pour le Nepad réagissent à de tels incidents grâce à ce mécanisme constitue certainement un test décisif pour le Nepad dans le monde réel [souligné par l'auteur]* ».

5. Cameroun, Gabon, São Tomé e Príncipe, Éthiopie, Maurice, Rwanda, Algérie, Égypte et Tunisie, Botswana, Mozambique et Afrique du Sud, Mali, Nigeria et Sénégal.

6. *Sunday Times* (Johannesburg), 22 septembre 2002.

7. K. R. Hope, « From crisis to renewal : towards a successful implementation of the New Partnership for Africa's Development », *African Affairs*, 101 (404), juillet 2002, p. 397.

8. Discours à l'African Institute (Pretoria), 16 avril 2002, <www.japan.org.za/speeches/speech_05.html>.



De façon plus comique encore, Wiseman Nkuhlu fit des déclarations radicalement contradictoires avec celles de Mbeki, affirmant que ce mécanisme concernait bien évidemment la gouvernance politique et économique : « Cela doit être ainsi. » Il annonça même publiquement⁹ que des sanctions seraient prises contre les pays qui n'observeraient pas les règles du Nepad : « Nous agirons contre les pays qui ne respectent pas les droits de l'homme. »

Si Mbeki continuait à mettre en exergue les nobles aspirations à la bonne gouvernance à chacune de ses rencontres avec des dirigeants occidentaux après le lancement du Nepad, il n'en cherchait pas moins à se rétracter, prétendant soudain que le Nepad n'était que le programme socio-économique de l'AU et qu'il n'avait jamais été question qu'un mécanisme d'évaluation y jouât le rôle d'une Commission des droits de l'homme. Ce qui contredisait tout ce que les promoteurs du projet (Mbeki compris) avaient dit durant l'année écoulée et affaiblissait les élites qui, en Occident, avaient cherché (face au scepticisme de leurs collègues) à soutenir le Nepad – et soulevait également de sérieux doutes sur l'utilité du Nepad s'il devait se limiter à évaluer les progrès économiques en Afrique. D'innombrables rapports sur la situation économique du continent sont en effet régulièrement produits par le FMI, la Banque mondiale, l'ADB, la ECA, les agences de développement et les organisations non-gouvernementales, ainsi que par les agences et les ministères de la plupart des États africains. Quelle était la valeur ajoutée du Nepad s'il se contentait de dupliquer ce type de travail ?

La raison d'un tel volte-face s'expliquait probablement par la crainte que le Nepad ne divise le continent. S'il est vrai que ce projet avait été entériné par l'UA comme stratégie pan-continentale, il est clair que sa mise en œuvre risquait de voir l'émergence sur le continent de différents groupes de « gagnants » et de « perdants ». Les principaux bénéficiaires en seraient sans nul doute les pays africains les plus prospères économiquement et/ou ceux dont les dirigeants étaient perçus comme dignes d'intérêt par l'Occident (*i. e.* des réformateurs libéraux, relativement respectueux des droits de l'homme et de la démocratie). Les États qui dévièrent de cette norme, étant par exemple dotés de dirigeants douteux ou vilipendés, seraient marginalisés – à moins qu'ils n'aient des ressources telles que l'Occident ne ferme les yeux. Cependant, un tel scénario attaquait frontalement l'une des rares valeurs consensuelles de l'Union africaine : l'unité. Accroître la polarisation sur le continent n'était pas ce que le Nepad était censé produire, même si le résultat logique de l'évaluation par les pairs ne pouvait que conduire à une telle situation. Ainsi, le Nepad présente une indéniable contradiction interne : d'un côté, il doit être le plus intégrateur possible afin d'obtenir une forte implication des Africains ; de l'autre, il doit être aussi exclusif que possible pour gagner en crédibilité en se distanciant de dirigeants du type de Charles Taylor ou de Robert Mugabe.

De plus, et peut-être de manière moins apparente pour le grand public, la rétraction de Mbeki se justifiait par des considérations plus politiques. La perception commune qui attribuait un rôle dominant à l'Afrique du Sud dans le Nepad et le peu de considération de Pretoria pour l'UA avaient suscité des tensions au sein des élites africaines. Cette situation doit être analysée au regard d'un contexte plus vaste, caractérisé par une méfiance croissante à l'égard du rôle politique et économique de l'Afrique du Sud sur le continent et par les doutes que nombre de dirigeants africains éprouvent vis-à-vis de Thabo Mbeki, lui reprochant non seulement d'être trop proche de l'Occident, mais voyant dans l'expansion commerciale rapide de son pays sur le continent un impérialisme économique. L'analyse suivante résume bien cette méfiance : « Le Nepad est un paradigme économique qui renforce l'hégémonie de l'Afrique du Sud comme plus grande puissance industrielle du continent. Ce projet ouvre les marchés africains à ses entreprises et, à travers elles, à la globalisation¹⁰. » Le Nepad étant perçu, non sans raison, comme un projet essentiellement sud-africain, Mbeki a dû tenir compte des susceptibilités des autres dirigeants africains pour ne pas se voir accusé de l'avoir inventé uniquement pour accroître l'influence sud-africaine sur le continent, ce qui en explique la conception très affadie et sans relief. Ainsi, les gouvernements qui sont manifestement incapables de progrès en termes de gouvernance continuent de rabaisser les autres à leur niveau, plutôt que d'être tancés et de s'améliorer dans l'intérêt de l'ensemble du continent. Il n'y a donc aucune interférence dans les affaires intérieures des États africains, même si c'est ce mantra qui condamne l'OUA à l'inaction et, à terme, au discrédit.

Exclure l'examen par les pairs permet d'éviter l'embarras aux dirigeants qui ne se portent pas volontaires pour un tel exercice. Mettre au rancart ce mécanisme a, de plus, un autre avantage : préserver l'unité africaine, même s'il ne s'agit que de celle des élites, dont beaucoup sont corrompues et autocratiques. Le Nepad, en se limitant à des évaluations économiques et à la gouvernance d'entreprise, crée une situation moins problématique pour les dirigeants africains. Une évaluation politique se serait focalisée sur les incuries de nombre d'entre eux, tandis qu'une évaluation économique peut toujours être contestée sur la base du legs de l'oppression coloniale et de la globalisation. D'ailleurs, Mbeki a déjà énoncé pour ces dirigeants un argumentaire qui les dédouane des éventuelles critiques : « Vous ne pouvez pas punir des pays pour leur

9. *Mail and Guardian*, 8 novembre 2002 ; *South African Press Agency*, « Nepad to act against countries disobeying its rules », 25 octobre 2001.

10. « A final goodbye to OAU », *Weekly Trust* (Abuja), 28 juin 2002.



sous-développement car la pauvreté est un héritage du colonialisme. » Cette posture va de pair avec une attitude assez curieuse des promoteurs du Nepad, qui pensent que leurs actes et leurs comportements n'auront aucune influence – négative ou autre – sur la volonté de l'Occident de financer leur projet. Comme un commentateur l'exprimait en étudiant les dommages que faisait subir au Nepad son inaction au Zimbabwe¹¹ : « Mbeki parie de façon hypocrite sur le Nepad alors même qu'il saborde sa promesse fondatrice : une récompense financière pour la bonne gouvernance. Avec Olusegun Obasanjo, Mbeki fait campagne pour Robert Mugabe malgré les violations des droits de l'homme au Zimbabwe... Si c'est ce soutien à la tyrannie que Mbeki entend par la Renaissance africaine, il se méprend sur la crédulité des donateurs occidentaux potentiels. Ils vont être plus réticents et cela menacera tout le reste de sa grande vision. »

Malgré une réduction drastique de ses ambitions initiales, le Nepad dispose toujours de fondations philosophiques douteuses. Après tout, « la bonne gouvernance est quelque chose que les dirigeants africains doivent en premier lieu à leurs propres populations ». Pourtant, la manière dont les promoteurs du Nepad ont conçu leur argumentaire semble indiquer qu'il s'agit simplement « d'une condition de leurs relations avec les bailleurs de fonds, hors du continent ». Comme Siphoo Seepe le dit sur un ton plutôt caustique¹² : « Le sous-titre du Nepad pourrait se lire ainsi : nous, dirigeants africains, ayant échoué à consolider la démocratie, à assurer une gestion économique décente et à développer nos pays selon les intérêts de nos populations, venons devant vous, membres du G-8, pour demander votre aide. Si vous nous donnez de l'argent, nous vous promettons d'honorer les engagements que nous avons faits à nos peuples. Nous avons besoin d'être récompensés pour ce que nous aurions dû faire dès le début. »

Un auteur zambien va plus loin¹³ : « Les Africains qui font la promotion du Nepad demandent aux pays riches de les payer pour qu'ils appliquent une gouvernance démocratique et des mesures économiques et sociales génératrices de stabilité politique. C'est si ridicule qu'on se demande comment un tel projet a pu attirer l'attention de gens intelligents... Pourquoi nos dirigeants devraient-ils être payés pour faire des choses justes ? N'ont-ils pas une conscience qui leur enseigne de ne pas tolérer la corruption et la mauvaise gouvernance, avec ou sans l'aide au développement accordée par les pays riches ? Pourquoi ne peuvent-ils pas être simplement de bons dirigeants, même s'il n'y a pas d'argent à la clef ? »

Si les 64 milliards de dollars jugés nécessaires à la mise en route du Nepad n'arrivent pas, les notions de responsabilité et de bonne gouvernance seront-elles tranquillement abandonnées ? Les cyniques auraient beau jeu de

souligner l'étrangeté d'un plan de redressement qui stipule que des dirigeants doivent « être récompensés » (par des investissements supplémentaires et des flux de ressources) pour se comporter démocratiquement et pour n'être pas corrompus et autocratiques. Cependant, la vision globale qui sous-tend le Nepad demeure également problématique. Son approche plutôt naïve de l'économie globale fournit une bonne indication, selon nous, des propres compromis de l'Afrique du Sud avec l'économie transnationale et internationale. Nous nous intéresserons en particulier aux contradictions entre la politique commerciale sud-africaine et les buts affichés par le Nepad.

LE NEPAD ET L'ÉCONOMIE POLITIQUE GLOBALE

Le Nepad, à bien des égards, peut être considéré comme un prolongement de la Renaissance africaine promue systématiquement par Thabo Mbeki et placée au cœur de la politique sud-africaine depuis 1998. À l'instar du Nepad aujourd'hui, cette notion s'est vu reprocher d'accepter trop facilement l'hégémonie du Nord. Comme le souligne un commentaire¹⁴ : « La Renaissance africaine suggère un effort continental conduit par l'Afrique du Sud afin de promouvoir une thèse familière du type "fin de l'histoire" ... La Renaissance africaine telle qu'elle est perçue par l'Afrique du Sud (le choix des mots est ici important) serait incarnée par une chaîne d'économies qui, avec le temps, pourraient devenir l'équivalent africain des Tigres asiatiques... Dans cette interprétation, la Renaissance africaine définit l'Afrique comme un marché prospère en pleine expansion, à côté de l'Asie, de l'Europe et de l'Afrique du Nord, un marché dans lequel le capital sud-africain est appelé à jouer un rôle particulier à travers le développement du commerce, de partenariats stratégiques, etc. Pour son action en faveur de la globalisation, le continent offrira à l'Afrique du Sud une option préférentielle sur ce que sont ses largesses traditionnelles : le pétrole, les minéraux et les mines. »

À l'instar du Nepad, il est intéressant d'observer la manière dont la Renaissance africaine s'est constituée comme problématique. Sans substance propre, elle a adopté des aspects du Programme de redressement pour l'Afrique du

11. *The Citizen*, 14 février 2003.

12. S. Seepe, « Nepad schemad », *Mail and Guardian*, 12 juillet 2002.

13. C. Chisala, « In exchange for morals : the Nepad joke », disponible sur le site <www.zambia.co.zm/capitalism/nepadarticle.htm>.

14. P. Vale et S. Maseko, « South Africa and the African Renaissance », *International Affairs*, 74 (2), 1998, p. 279.



Millennium qui fut présenté à une audience choisie de dirigeants occidentaux par Mbeki en mai 2000, puis au sommet d'Okinawa en juillet 2000 et à celui du Millennium des Nations unies en septembre 2000. L'un des auteurs du programme GEAR (Croissance, emploi et redistribution) mis en œuvre en Afrique du Sud, Stephen Gelb, compléta les intuitions de Mbeki. De plus, ce dernier réussit à convaincre Abdelaziz Bouteflika et Olusegun Obasanjo de faire leur ce mot d'ordre, même si Mbeki continuait à jouer un rôle essentiel dans les discussions sur une réforme de l'économie politique internationale.

La Renaissance africaine et, depuis, le Nepad sont intrinsèquement liés aux notions libérales de bonne gouvernance et d'économie de marché. En effet, « pour Mbeki, la Renaissance signifie, pour l'essentiel, la promotion des valeurs politiques et économiques occidentales¹⁵ ». C'est Mbeki qui a le plus milité en faveur d'une acceptation par l'Afrique du Sud des « réalités » de la globalisation (au grand dam des secteurs de gauche de l'ANC et de ses représentants a sein du gouvernement). C'est aussi lui qui a tout fait pour tisser des liens étroits avec les grandes puissances, avant même le lancement du Nepad. Pour l'essentiel, le Nepad sert les intérêts des fractions du capital orientées vers l'extérieur, et c'est sur cette base que se sont regroupées les élites africaines qui voient leur pays en butte aux mêmes politiques commerciales protectionnistes du Nord. Plutôt que de repenser l'architecture du commerce mondial, le Nepad et l'Afrique du Sud essaient d'acclimater le néolibéralisme à tous les pays africains. Le Nepad peut donc être décrit comme une tentative d'insertion plus profonde de l'Afrique dans l'ordre capitaliste mondial, mais selon des termes renégociés octroyant quelques faveurs aux élites africaines les plus extraverties¹⁶.

Cependant, ces initiatives diplomatiques, soutenues avec beaucoup d'énergie par Mbeki, laissent augurer quelque chose de positif pour le continent. Ces promesses et cet appel à un nouveau partenariat sont sans doute mieux entendus à Londres et à Washington que la rhétorique de l'anti-impérialisme. Mais cette acceptation et ce soudain « accord » recèlent un danger évident : l'appel de Mbeki et de ses collègues servira sans doute plus à légitimer (qu'ils le désirent ou non) les rapports de forces au niveau global qu'à les réformer. Comme un journaliste de la BBC le notait¹⁷ : « Rien [dans le Nepad] ne remet en cause la Banque mondiale et le FMI, alors que la réforme de ces institutions est une priorité. L'une des dernières expressions à la mode dans les couloirs de ces institutions est la "paternité" – un jargon désignant une approche non interventionniste des réformes. Ce plan est en accord avec cette nouvelle approche : il encourage les gouvernements africains à revendiquer la "paternité" de réformes qui, il y a quelques années, étaient prescrites par les bailleurs de fonds siégeant à Washington. »

De plus, l'une des critiques essentielles faites au Nepad est qu'il reflète les impératifs du programme GEAR sud-africain. Lancé en février 1996 par Mbeki, alors vice-président, ce plan résultait d'une convergence d'intérêts : « L'ANC, mise sous pression par des conseillers de l'ancien régime, par des économistes de la Banque mondiale et du FMI et des experts issus du monde des affaires, [...] remit en cause la priorité accordée aux dépenses sociales et, à la place, adopta une stratégie économique néolibérale d'exportation qui mettait l'accent sur l'économie de marché, la discipline fiscale et la consolidation de la confiance des milieux d'affaires, même si cela impliquait de faire des coupes afin d'être compétitifs dans l'économie globale¹⁸. »

Afin d'éviter toute discussion, le ministre des Finances affirma alors que le GEAR n'était pas renégociable dans ses grandes lignes. En effet, au terme d'un bref débat au sein du Comité exécutif national de l'ANC, il fut rendu public sans aucune réserve ni consultation avec les partenaires de l'ANC au gouvernement – Cosatu et SAPC. Même des dirigeants importants de l'ANC ne furent pas informés de son contenu, comme Mandela l'admit plus tard¹⁹. Rédigé par une petite équipe d'experts et de techniciens, le GEAR fut élaboré à partir d'un modèle de la Banque centrale sud-africaine déjà utilisé dans les années de l'apartheid et décrit comme « l'un des plus conservateurs que l'on puisse choisir aujourd'hui ». De plus, « la composante principale du modèle ne fut jamais rendue publique... et ne fut donc jamais l'objet d'un débat rigoureux et indépendant au sein d'économistes professionnels²⁰ ». Le conservatisme des concepteurs du GEAR est repérable déjà dans le passé. Comme Patrick Bond l'écrit²¹ : « La grande majorité des seize économistes qui ont conçu cette stratégie sont issus d'institutions comme le ministère des Finances, la Banque de développement d'Afrique australe, la Banque mondiale et le Bureau de

15. *Business Day* (Johannesburg), 23 mars 2000.

16. I. Taylor, *Stuck in Middle GEAR: South Africa's Post-Apartheid Foreign Relations*, Westport, Praeger, 2001 ; F. Söderbaum et I. Taylor, « Transmission belt for transnational capital or facilitator for development? Problematising the role of the State in the Maputo development corridor », *Journal of Modern African Studies*, 39 (4), décembre 2001.

17. M. Ashurst, « Taking the initiative », *BBC Focus on Africa*, janvier-mars 2002, p. 37.

18. N. Murray, « Somewhere over the rainbow. A journey to the new South Africa », *Race and Class*, 38 (3), 1997, p. 5.

19. P. Williams et I. Taylor, « Neo-liberalism and the political economy of the "new" South Africa », *New Political Economy*, 5 (1), mars 2000.

20. A. Adelzadeh, « From the RDP to GEAR: the gradual embracing of neo-liberalism in economic policy », *Transformation*, n° 31, 1996, p. 68.

21. *New Nation* (Johannesburg), 21 juin 1996.



recherche économique de l'université de Stellenbosch. Leur idéologie libre-échangiste s'est pourtant révélée inefficace et oppressive ici et ailleurs dans le tiers-monde. »

Cependant, l'idéologie du GEAR était en parfaite cohérence avec le très fort consensus sur l'efficacité du système de marché et « entraînant des politiques fiscales conservatrices, la libération du commerce et un basculement des dépenses de consommation vers les dépenses d'investissement²² », et des mesures qui auraient pu être tout droit recopiées d'un manuel du FMI. Alors que ce nouveau plan stupéfiait de nombreux éléments de gauche à l'intérieur de l'ANC et de ses alliés, il attestait très clairement la prééminence, au sein du gouvernement, de l'orthodoxie néolibérale et faisait de la croissance, plus que de la redistribution, une exigence du développement. Bref, c'était la conclusion d'une série d'évolutions qui s'étaient accumulées durant la période de transition et qui traduisaient, en dernière instance, une rupture par rapport à l'orientation idéologique de l'ANC dans les années 1990 à 1996.

Alors que le gouvernement avait jusqu'alors été sensible aux critiques accusant ses politiques de relever d'un monétarisme néolibéral, un document de 1996 publié par ses services reconnaissait que certaines mesures du GEAR étaient similaires à celles de plans néolibéraux. Ce qu'un analyste a résumé ainsi : « Pour toutes les intentions, le RDP [Programme de reconstruction et de développement adopté en 1994 par le gouvernement Mandela] qui avait remplacé le texte de la Charte de la liberté pour imaginer un ordre plus égalitaire et progressiste était mise de côté et un discours thatchérien sur l'orthodoxie fiscale et les forces du marché prenait le dessus²³. » Mandela lui-même admit plus tard que les gens « peuvent dire que [notre politique] est thatchérienne, mais, pour ce pays, privatiser est la politique fondamentale de notre gouvernement²⁴ ».

L'argumentaire du Nepad en faveur d'une plus grande intégration dans l'ordre économique global mérite cependant d'être questionné. Le Nepad se fonde sur l'idée qu'il manque des capitaux pour promouvoir le développement. Pourtant, avec un commerce extérieur comptant pour 40 % de son activité économique, l'Afrique est surexposée aux forces économiques globales. Il aurait été plus sage de concevoir des mesures concrètes pour arrêter ou limiter les fuites massives de capitaux : après tout, si l'essentiel de la richesse volée sur ce continent par des dirigeants corrompus (souvent avec l'assentiment et le soutien de l'Occident) pouvait y retourner, il n'y aurait pas ou peu de pénurie de capitaux. Mais cela supposerait d'aller contre les intérêts d'élites très puissantes qui, quotidiennement, pillent les ressources allouées à l'Afrique et envoient des millions à l'étranger. Mieux vaut parier sur des flux croissants de capitaux extérieurs plutôt que de s'attaquer à l'une des causes structurelles

de la supposée incapacité africaine à mobiliser des fonds pour son développement ! Si l'on accepte cette analyse, on peut conclure que la priorité accordée par le Nepad à l'investissement direct étranger comme instrument de croissance est bien loin d'un véritable programme susceptible de résoudre les contradictions entre « bonnes » politiques macroéconomiques et développement durable.

Mais la plus grande faiblesse du Nepad est peut-être sa croyance naïve selon laquelle le Nord serait disposé à faire des compromis affectant son pouvoir et ses intérêts centraux. Le Nepad est supposé être un partenariat ; cependant, le document et ses principaux promoteurs ne s'interrogent nullement sur le fonctionnement réel de l'économie globale ni sur ce qui pourrait miner cette collaboration. On peut en donner un exemple. En 2002, le président George Bush signait la *Farm Bill* qui allouait 173 milliards aux agriculteurs américains sur les six années à venir, une décision qui était en complète contradiction avec les règles supposées du commerce international et les canons du néolibéralisme promus de manière systématique en Afrique par Washington et d'autres capitales occidentales. On sait que plus de 40 % du revenu net des agriculteurs américains proviennent d'allocations fédérales, qui subventionnent la surproduction tout en maintenant des prix bas et en interdisant l'accès du marché à tout importateur, d'Afrique ou d'ailleurs. Cette loi a été conçue sans s'interroger sur ses implications pour des contrées comme l'Afrique : ce continent ne pouvait constituer un problème, seules les élections à venir au Congrès en étaient un...

Lorsque le Nepad mentionne un meilleur accès au marché, il le fait en considérant les tarifs et les quotas mais omet un aspect essentiel. Tarifs et quotas sont importants, certes, mais les subventions le sont plus encore. Quel type de système économique global permet qu'une vache en Europe reçoive 2,5 dollars par jour quand la moitié des Africains ne possède même pas cet argent pour vivre ? Un plan de redressement continental qui prétend soutenir l'agriculture en Afrique et aider au développement doit d'abord s'attaquer aux subventions de l'Occident. De fait, la ligne réformiste et plutôt a-critique du Nepad (qui reflète la propre position du gouvernement sud-africain) néglige des aspects structurels fondamentaux de l'économie mondiale. Il ne suffit pas d'organiser tout le dispositif du Nepad autour de la « croissance » et d'espérer que la réduction de la pauvreté et le développement surviennent

22. *Business Day* (Johannesburg), 30 octobre 1998.

23. H. Adam, F. van Zyl Slabbert et K. Moodley, *Comrades in Business : post-Liberation Politics in South Africa*, Le Cap, Tafelberg, 1997, p. 161.

24. Cité dans J. Pilger, *Hidden Agendas*, Londres, Vintage, 1998, p. 606.



mécaniquement, en suivant les mêmes hypothèses macroéconomiques que l'Afrique du Sud. Les dirigeants africains auraient sans doute été plus avisés de concevoir un système qui cherche à mobiliser le secteur privé du continent et des ressources publiques pour financer un plan de redressement, tout en discutant de la question des barrières structurelles essentielles au commerce de l'Afrique, plutôt que de faire naïvement confiance au Nord pour assurer une aide plus massive et des « investissements ».

Le Nepad était donc compromis dès son lancement. Au lieu de n'avoir « aucune alternative » que d'accepter la globalisation et d'appliquer des demi-mesures réformistes, il aurait fallu faire des choix stratégiques et utiliser les quelques instruments disponibles. Les options qui auraient pu conduire à altérer les dynamiques de la globalisation en restreignant l'ouverture de marchés financiers spécifiques ont été pour l'essentiel ignorées. En soulevant surtout des questions réformistes et en niant toute possibilité d'alternatives, le Nepad pousse à l'acceptation de la globalisation néolibérale comme seuls cadre macroéconomique et stratégie de développement possible pour l'Afrique. La meilleure voie possible dans un tel scénario serait de mettre en œuvre une politique d'« engagement » tactique pour maximiser les bénéfices... C'est pour toutes ces raisons que l'approche de l'économie globale par le Nepad sera probablement incapable de résoudre l'impasse du développement en Afrique.

Cependant, le propre comportement de l'Afrique du Sud, notamment sa politique commerciale et les accords préférentiels conclus avec des pays du Nord, peut donner une image plus complète des problèmes que rencontre le Nepad.

L'UNILATÉRALISME SUD-AFRICAIN

Bien que Thabo Mbeki prétende proposer un projet africain sous l'égide du Nepad, les décisions pratiques de Pretoria minent ou sabotent les remises en cause les plus sérieuses de l'OMC formulées ces dernières années par le monde en développement. L'accord séparé de Pretoria avec l'Union européenne affaiblit également le Nepad, quel que soit le soutien de Mbeki à ce projet. Pretoria est apparu dès le début comme l'un des partisans les plus convaincus de l'OMC et a appuyé le nouveau cycle de négociations multisectorielles, alors que le reste de l'Afrique se montrait plus que réticent. La quasi-totalité des autres pays en développement sont en effet hostiles à une extension des pouvoirs de l'OMC. Tel n'est pas le cas de l'Afrique du Sud, qui tente d'apparaître comme un « pont » entre le Nord et le Sud. Aussi, Pretoria est aujourd'hui de plus en plus critiqué en Afrique pour faire bande à part²⁵. De façon tout à fait caractéristique, la délégation sud-africaine n'a pas participé à une réunion de l'OUA lors de la rencontre de Seattle de l'OMC en 1999, préférant prendre part

à une réunion fermée sur l'effet de serre. C'est précisément ce thème qui provoqua la colère des pays en développement et conduisit à l'échec des discussions de Seattle.

Plus tard, avant la réunion de l'OMC à Doha en 2001, le groupe Afrique des négociateurs a refusé l'adjonction de nouvelles questions à l'ordre du jour des problèmes commerciaux tant qu'un meilleur accord ne serait pas conclu sur les thèmes déjà débattus. Il y eut une exception : l'Afrique du Sud déclara avant la réunion qu'elle soutiendrait le lancement d'un nouveau cycle de négociations, contre la position de tout le continent. Ainsi va la solidarité africaine... Le reste de l'Afrique voulait que soit discutée à Doha l'application des mesures déjà entérinées, par exemple le fait que les gouvernements occidentaux n'aient pas réduit les barrières tarifaires auxquelles se heurtent les exportations du continent. Finalement, la réunion de Doha accepta de traiter de l'amélioration de l'accès au marché, des réductions des subventions et des mesures d'appui internes, de renégocier les engagements non tenus par les pays industriels, d'ouvrir des pourparlers sur la suppression des tarifs et autres barrières pour le commerce de biens non manufacturés, etc. Mais ces décisions ont été prises dans un contexte marqué par la division entre l'Afrique du Sud et le reste du continent. Dans une pétition adressée au ministre du Commerce et de l'Industrie, des organisations non-gouvernementales sud-africaines expliquaient qu'elles « étaient effrayées par les tactiques utilisées par Pretoria pour obliger les pays africains et les autres pays moins développés à entériner sa position en faveur de l'OMC et pour, dans le même temps, se faire reconnaître comme un leader de l'Afrique²⁶ ». Bien que l'Afrique du Sud ait cherché assidûment à se construire une image de médiateur entre le Nord et le Sud à l'OMC, en pratique, elle a affaibli la solidarité des pays africains, et s'est finalement opposée au besoin d'unité exigé par le Nepad pour faire face à la globalisation.

Une autre illustration de ce dédain pour l'unité de l'Afrique est la signature avec Washington de l'AGOA, sans aucune référence aux conséquences éventuelles d'un tel accord sur les pays de la région, ainsi que la poursuite des négociations avec les États latino-américains du Mercosur afin d'établir une zone de libre-échange. Des projets identiques seraient à l'étude avec les

25. I. Taylor, *Stuck in the Middle GEAR...*, *op. cit.*

26. « Statement of Johannesburg protesters against the WTO to Alec Erwin, minister of Trade and Industry », remis par le Alternative Information and Development Centre, Johannesburg, 9 novembre 2001.



États-Unis et le Japon. L'Inde également est disposée à aller au-delà de la seule discussion politique et à engager des examens techniques pour créer une zone de libre-échange entre les deux pays, tandis que Pretoria étudie apparemment la viabilité d'une telle zone avec la Chine. Tous ces projets vont incontestablement à l'encontre du message d'unité du continent que Mbeki évoque dès lors qu'il mentionne le Nepad.

L'Afrique du Sud avait cherché à signer un traité avec l'Union européenne en négociant un accord de libre-échange. Comme les subventions demeuraient une composante importante du régime commercial de l'Union, cet accord aurait octroyé aux produits européens un accès virtuellement libre aux marchés sud-africains, alors que les exportateurs sud-africains devaient faire face à toutes sortes de restrictions et à la concurrence des produits subventionnés. L'Afrique du Sud avait initialement voulu ratifier la Convention de Lomé, mais cet accord (et le suivant, dit « de Cotonou ») fut critiqué pour n'être qu'un outil aux mains des investisseurs de l'Union européenne dans les pays Afrique-Caraïbes-Pacifique (ACP), leur permettant d'exporter leurs biens vers l'Europe et empêchant les investisseurs étrangers à l'Union de faire de même. Ces accords avaient néanmoins l'intérêt potentiel de consolider les bases commerciales des États ACP et d'aider à développer leurs industries manufacturières. Cependant, l'Union européenne refusa l'adhésion de l'Afrique du Sud comme membre à part entière et, à la place, Pretoria entra dans des négociations bilatérales séparées pour des accords de réciprocité.

Du fait de sa position hégémonique dans la région et même au-delà, tout accord conclu sur la libre circulation des biens par l'Afrique du Sud aurait des conséquences importantes pour le reste de l'Afrique australe, et en particulier pour les membres de l'Union douanière d'Afrique australe (Sacu) – sans parler bien sûr des implications pour ses propres producteurs. La coordination allemande pour l'Afrique australe²⁷ a examiné l'impact d'un accord avec l'Union européenne sur la SADC ; il ressort de son analyse qu'un tel accord entraînerait une baisse de revenus de 5 à 9 % pour le Botswana, de 13 à 21 % pour le Lesotho, de 8 à 14 % pour la Namibie et de 14 à 23 % pour le Swaziland. Ce rapport montre également qu'un accord avec l'Union européenne ralentirait l'intégration régionale en affaiblissant le protocole de libre circulation des biens adopté au niveau régional et en obligeant Pretoria et ses voisins à négocier avec l'Union européenne dans des conditions différentes.

D'un côté le Nepad, au dire de Mbeki (surtout lorsqu'il s'adresse à ses homologues du continent), prêche l'unité et la solidarité africaines, de l'autre les actes et les décisions de l'Afrique du Sud l'affaiblissent. Il y a donc une contradiction. Les accords séparés signés avec des acteurs majeurs de l'économie globale ne décrédibilisent pas seulement l'action collective, ils menacent les

acquis de l'intégration régionale et du développement et minent la faible capacité de négociation des ACP en général, et de l'Afrique en particulier, par rapport à l'Union européenne. Ce qui permet à cette dernière de maintenir des politiques injustes de subventions tout en négociant des « accords » avec le pays économiquement le plus puissant du continent. Tout cela ne contribue pas à faire avancer le Nepad...

QUELQUES RÉFLEXIONS EN GUISE DE CONCLUSION

Le Nepad et les politiques de l'Afrique du Sud concernant ce projet échouent à deux niveaux : la gouvernance et l'économie. D'abord, la débâcle au Zimbabwe a été un échec sans pareil des promoteurs du Nepad (bien qu'il faille souligner leur position héroïque face au nouveau leader malgache). Comment ne pas voir le ridicule et la déception suscités par leur attitude, si l'on pense que ce projet se voulait une réponse aux échecs de gouvernance sur le continent²⁸. Le refroidissement de la communauté internationale à l'égard du Nepad est en partie la conséquence de cet échec. Après la réunion de mars 2003 à Abuja, qui aborda la mise en œuvre de l'examen par les pairs, cette position ne peut qu'être confortée. La réunion s'acheva sans autre résultat que de belles paroles sur un examen qui ne serait conduit que par des volontaires, « un dialogue constructif avec les pairs » et le « partage d'expériences communes ». Comme la BBC le reporta, « rien dans la rédaction du document ne suggère des mesures punitives ni une volonté d'aller dans ce sens contre les gouvernements indisciplinés... et les dirigeants africains ont besoin maintenant de mettre ces belles paroles en pratique, sinon le Nepad échouera, comme tant d'autres initiatives panafricaines de développement depuis des années²⁹ ».

Beaucoup de dirigeants occidentaux avaient vu dans Thabo Meki le représentant d'une « nouvelle génération » d'hommes d'État africains, mais, depuis le lancement du Nepad, il leur est apparu sous un jour moins favorable. Sa position sur la question zimbabwéenne l'a privé d'un grand nombre de ses partisans. De même, son habitude de qualifier quiconque n'est pas d'accord avec lui de « raciste » a été particulièrement mal accueillie. Ainsi, à ceux qui,

27. Voir « The European Union-South Africa trade agreement: implications for post-Lomé trade relations », 14 avril 2000, disponible sur le site <http://www.sacc-ct.org.za/ppu_lome.html>.

28. I. Taylor, « The New Partnership for Africa's Development and the Zimbabwe elections: implications and prospects for the future », *African Affairs*, 101 (404), juillet 2002.

29. *BBC On-line News*, « Nepad vows to take Africa forward », <<http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/2833627.stm>>.



au cours d'un débat, l'accusaient de faire marche arrière sur le mécanisme d'évaluation par les pairs, il reprocha d'être des « champions autodésignés de la démocratie et des droits de l'homme en Afrique », pleins de « préjugés méprisants pour les Africains », eux qui osaient suggérer que les « dirigeants politiques de l'Afrique ne peuvent pas bénéficier de la confiance pour promouvoir et consolider la démocratie et les droits de l'homme³⁰ ». Mbeki provoqua également une polémique pleine d'acrimonie à l'intérieur du Commonwealth quand il traita certains de ses dirigeants qui entendaient sanctionner Mugabe pour sa tyrannie de racistes « inspirés par les notions de suprématie blanche ». Tel était le cas, car ces dirigeants blancs du Commonwealth acceptaient apparemment mal « leur situation répugnante imposée par des Noirs jugés inférieurs³¹ ». Le tragique, bien sûr, est que l'inaction de Mbeki sur le Zimbabwe démontre que l'on ne peut faire confiance, pour promouvoir et consolider la démocratie et les droits de l'homme, à certains leaders du continent... dont Mbeki. Pourtant président de l'Union africaine, celui-ci refuse d'appliquer les principes de son organisation : « Le continent entier est responsable de la vie et du bien-être des citoyens de n'importe quel pays africain, dès lors qu'ils doivent faire face à des violations extrêmes des droits de l'homme, même si cela signifie intervenir dans les affaires de ce pays pour prévenir ou arrêter ces violations³². »

Même s'il faut être conscient des contraintes structurelles qui pèsent sur le développement de l'Afrique, l'histoire a suffisamment montré que des influences ou des héritages extérieurs nocifs pouvaient se révéler secondaires par rapport au talent d'élites locales en Afrique. Sans l'établissement d'un gouvernement transparent et responsable, de l'État de droit et de normes élémentaires comme la démocratie, les projets économiques ambitieux du Nepad, quelle que soit par ailleurs leur faiblesse intrinsèque, n'ont pas grand sens. Il est vrai que le Nepad tel qu'il avait été promu à ses débuts semblait s'engager fermement sur la problématique de la gouvernance, mais cette voie fut rapidement abandonnée, car il eut à résoudre ses propres difficultés pour être adopté par le continent, et Mbeki est revenu sur ses engagements initiaux.

Cette incapacité à réagir aux mauvaises pratiques de gouvernance sur le continent va de pair avec une carence à proposer un ordre du jour concret sur les relations asymétriques de pouvoir entre le Nord et l'Afrique. Cette inégalité constitue un facteur essentiel de la pérennité de la pauvreté, et une énorme difficulté pour tout projet de développement sur le continent. Un meilleur Nepad aurait cherché à nouer des alliances stratégiques avec d'autres pays du Sud afin de demander une refonte du système de Bretton Woods et de l'OMC. Même si le Nepad met l'accent sur le besoin de nouveaux investissements pour encourager le commerce de l'Afrique, la voie pour y parvenir est minée

par l'absence de garantie d'un plus grand accès au marché pour les produits africains. Il ne traite pas non plus du besoin urgent d'améliorer les capacités d'approvisionnement du continent, la productivité si faible de ses économies et la compétitivité des produits africains sur le marché mondial. Tous ces manques sont redoublés par les politiques commerciales de l'Afrique du Sud, qui négocie des accords séparés avec le Nord et se tient à part lors des discussions avec l'OMC, ralentissant ainsi l'intégration régionale.

Le Nepad présentait un intérêt réel à son lancement. Même si son approche économique et ses prescriptions étaient mauvaises, il avait le mérite de provoquer un débat sur le développement et la place de l'Afrique dans le monde. Le Nepad, comme nous l'avons dit, fut discuté par le G-8 et l'Assemblée générale des Nations unies. De nombreuses conférences et ateliers ont été organisés en Afrique pour en débattre. Simultanément, il essaya, au moins pendant un temps, de contester ou de redéfinir les termes de la souveraineté dont se parent trop de dirigeants corrompus. Mais cette dynamique s'est pour l'essentiel évaporée. Si l'échec tient en grande partie au fait que l'attention du G-8 s'est tournée vers de nouvelles questions bien éloignées de l'Afrique (Irak, « guerre contre le terrorisme »), le comportement des élites africaines n'a rien fait pour maintenir l'intérêt en faveur du Nepad. Ce n'est pas seulement l'Occident qui s'est éloigné de ce projet, mais les dirigeants africains eux-mêmes qui ont apparemment perdu tout intérêt pour lui. D'ailleurs, seuls sept des vingt-trois chefs d'État ou de gouvernement attendus ont assisté à la session inaugurale du comité de suivi qui s'est tenue à Abuja en mars 2003.

Un tel vote de défiance de la part des élites africaines a sans doute d'autres raisons que celles qui motivent l'attitude de l'Occident. Malgré les dénégations ulcérées de Mbeki, le Nepad à son lancement considérait la promotion de la démocratie, le respect des droits de l'homme, la paix, la bonne gouvernance comme des composantes cruciales du développement. Il semblait acquis que le mécanisme d'évaluation par les pairs et, plus largement, les dirigeants africains, s'en inspireraient. Le scepticisme sur la volonté et la capacité des dirigeants africains d'aller dans ce sens (le fameux afro-pessimisme) s'est révélé absolument correct. Faut-il s'étonner si un « Forum des peuples »

30. « Critics ill-informed about Nepad peer review », *ANC Today. Online Voice of the African National Congress*, 2 (45), 8-14 novembre 2002, <www.anc.org.za/ancdocs/anctoday/2002/at45.htm>.

31. « Letter from the President. Zimbabwe: "two Blacks and one White" », *ANC Today...*, 2 (10), 8-14 mars 2002, <<http://www.anc.org.za/ancdocs/anctoday/2002/at10.htm>>.

32. « Pressing need for peace and Security Council », *ANC Today...*, 3 (5), 7-13 février 2003, <www.anc.org.za/ancdocs/anctoday/2003/at05.htm>.



regroupant des organisations des sociétés civiles africaines, réuni au Mali en juin 2002, a affirmé que les élites africaines ne se policeraient jamais par elles-mêmes et qu'il fallait qu'une enquête internationale soit menée pour démasquer ceux qui (en Afrique et ailleurs) s'accaparaient les ressources publiques et les traînent devant une juridiction internationale afin qu'ils soient enfin punis³³ ?

Pour Kunle Amuwo, « une lacune essentielle du Nepad est son incapacité ou son refus (ou les deux à la fois) d'expliquer le sous-développement de l'Afrique comme résultat du colonialisme et de l'impérialisme mais aussi comme conséquence des mauvaises politiques menées par les dirigeants africains³⁴ ». Avec des promoteurs tels que Thabo Mbeki, inspirateur des politiques contradictoires de l'Afrique du Sud sur le commerce et la bonne gouvernance, et avec des priorités macroéconomiques ambiguës et très imparfaites, le Nepad semble un moyen bien improbable de promouvoir la régénération du continent dans ce nouveau millénaire. Au lieu de forger « le siècle de l'Afrique », le Nepad apparaît tragiquement comme un faux départ de plus pour ce continent ■

Ian Taylor, université du Botswana

Traduction de Roland Marchal

33. E. Harsch, « Africans ponder new partnership », *Africa Recovery*, 16 (4), février 2003, p. 7.

34. K. Amuwo, « Globalisation, Nepad and the governance question in Africa », *African Studies Quarterly*, 6 (3), hiver 2002.